

RESOLUTION NO. 14 : LUTTE CONTRE LA RÉFORME DU SYSTÈME DE RETRAITE EN FRANCE

(Version originale en français)

Le 31^{ème} Congrès mondial de l'Internationale des Services Publics (ISP), qui se tiendra à Genève, en Suisse, du 14 au 18 octobre 2023

NOTE que depuis plusieurs années, de puissants mouvements syndicaux et populaires luttent contre les réformes néo-libérales des systèmes de retraites qui incluent la privatisation, le recul de l'âge de départ à la retraite, la réduction du montant des pensions, l'allongement des temps de cotisations et des inégalités structurelles qui pénalisent les femmes et les carrières interrompues.

NOTE que ces réformes sont à la fois une attaque contre les droits des travailleurs.euses et un soutien au capital financier qui accapare de plus en plus de richesses de la société sans réel contribution. En même temps, ces sociétés exercent une grande et croissante influence sur nos institutions publiques.

NOTE que le gouvernement Macron tente d'imposer une telle réforme du système de retraite français en augmentant l'âge de départ à la retraite à 64 ans et en allongeant la durée de cotisations. Cette réforme ne répond en rien aux besoins sociaux de la classe ouvrière, des jeunes ou des retraité.e.s. Ce gouvernement tente plutôt de marquer un autre jalon dans sa politique néolibérale.

Pire encore, cette réforme est opposée par la grande majorité de Françaises et Français. Le mouvement syndical a su organiser une coalition énorme, de tous les syndicats et des mouvements sociaux pour essayer de faire comprendre au gouvernement les erreurs de cette réforme. Depuis trois mois nous organisons des grèves et manifestations à travers le pays, avec la participation de millions de personnes.

Malgré le passage en force de cette réforme, sans vote au parlement, le mouvement d'opposition ne lâchera pas. Les syndicats sont unis dans leur détermination, et notre force donne courage aux différents secteurs de la société de se mobiliser et manifester avec nous.

La manifestation historique du 1er mai 2023 a vu plus de deux millions de salarié.e.s, jeunes, retraité.e.s, personnes privées d'emploi mobilisé.e.s contre cette réforme et en faveur de justice sociale.

Le combat doit continuer : l'urgence est d'augmenter tous les salaires et non pas de reculer l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Tous ensemble pour le droit à une retraite pour l'ensemble des salarié.e.s dès 60 ans, avec un revenu qui permette de vivre dignement.

Au nom de tous les syndicats français, la CGT des Services publics tient à remercier toutes les organisations syndicales internationales pour leurs nombreuses expressions de solidarité.

La lutte pour la justice sociale n'est jamais terminée... la solidarité et la détermination syndicales non plus.

Soumis par : Fédération CGT des Services publics de France

L'EB recommande le soutien.